Corse

Superficie (km^2): 8 680

Densité (hab./km^2): 38

Population 201S : 326 898

Population 1990 : 249 645

Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 31

PIB 2015 (milliards€): 8,4

PIB/emploi 2015 (€): 68 716

Taux de chômage 1"trim. 2016 (%) : 10,7

Capitale régionale : Ajaccio

Région inchangée

LA CORSE EST LA PLUS PETITE

DES RÉGIONS FRANÇAISES (0,5 % POP. ET DE L'ÉCO NOMIE NATIONALES). CONTRAIREMENT AUX IDÉES REÇUES, ELLE PRÉSENTE UNE DÉMO GRAPHIE ET UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUES ET S'AVÈRE ATTRACTIVE. POUR AUTANT, SON MODÈLE DE CROISSANCE - PRO-FONDÉMENT DÉPENDANT - REPOSE FONDAMENTALEMENT SUR LA CAPTATION DE TRANSFERTS FINANCIERS VENANT POUR L'ESSENTIEL DE FRANCE ET SUR UNE HYPERTROPHIE DU TOURISME. CES LOGIQUES INDUISENT EN RETOUR DES STRUCTURES TERRITORIALES PARTICULIÈREMENT DÉSÉQUILIBRÉES ET POLARISÉES AUTOUR DE QUELQUES PÔLES SPÉCIALISÉS. CONFRONTÉE À DES DÉFIS I NTERNES MAJEURS ET PARFOIS À DE RÉELLES TENSIONS, LA CORSE EST À LA RECHERCHE DU BON ÉQUILIBRE POLITIQUE ET INSTITU TIONNEL À TROUVER ENTRE L'AFFIRMATION DE SA FORTE IDENTITÉ ET L'APPARTENANCE À LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET À 'UNION EUROPÉENNE.

Une petite région insulaire aux fortes contraintes

Une montagne méditerranéenne tombant dans la mer

Couvrant 8 722 km2, la Corse est la plus petite (183 km de long, 83,5 km de large) et la plus montagneuse, avec une altitude moyenne de 568 mètres, des trois grandes îles de la Méditerranée occidentale (Sardaigne, Sicile). Située à 90 km de la péninsule italienne mais à 200 km des côtes françaises, elle se rattache géographiquement et historiquement au « monde italien». Elle est organisée autour d'un vaste massif orienté nord-ouest/sud-est, culminant au Mont Cinto (2 710 m), fortement arrosé et traversé par quelques hauts cols souvent enneigés en hiver, tel celui de Vizzanova à 1 161 m sur l'axe principal Ajaccio/Bastia. Cette haute ligne de crêtes partage l'île en deux ensembles géohistoriques, culturels, politiques et administratifs bien dif férenciés et parfois concurrents: au nord-est s'étend l'En-Deçà-des-Monts (Di là da i monti), correspondant aujourd'hui au département de Haute Corse, largement ouvert sur l'Italie et dominé par Bastia; au sud-est l'Au-delà des Monts (Di qua da li monti) correspond au département de Corse du Sud et est dominé par Ajaccio. L'importance des côtes rocheuses (71 % des 1 000 km de côtes) y explique enfin la faiblesse des bons sites portuaires et la relative rareté des plages.

Le fort compartimentage des reliefs (hautes vallées, bassins intra-monta gnards comme celui de Corte, petite plaine littorale d'Aléria à l'est) et les diffi cultés de circulation ont longtemps transformé l'île en une mosaïque de petits pays, comme en témoignent les pièves médiévales qui correspondent aux cantons actuels. Relativement isolés et souvent enclavés, les micro-régions sont largement autonomes et cultivent de fortes identités et spécificités locales, y compris linguistiques (Cap Corse, Balagne, Nebbio, Castagniccia, Plaine orientale, Niolo, Sartenais, Sud-Corse, etc.), débouchant souvent sur des logiques de gestion localiste et clientélaire du territoire.

Ces faits naturels participent enfin d'une organisation sociale et politique longtemps organisée par des systèmes de solidarités partisanes et fami liales de type clanique que l'on retrouve aussi largement dans une partie de l'Italie centrale et méridionale. Historiquement, cette île économiquement pauvre et émiettée entre groupes aristocratiques rivaux est l'objet de nom breuses convoitises de la part des puissances (Rome, Pise, Gêne, Naples, Aragon, razzias barbaresques...) cherchant successivement à dominer la Méditerranée occidentale (cf. longue influence puis domination génoises de 1284 au milieu du xvn•siècle). Les révoltes contre la domination génoise puis l'écrasement de la république (1755-1768) proclamée par Pascal Paoli par les armées de Louis XV permettent le rattachement de la Corse à la France en 1768. Elle lui fournit Napoléon Bonaparte (1769-1821), né à Ajaccio et fon dateur du Premier Empire (1804-1814).

Cette bifurcation géopolitique majeure fait basculer la Corse de l'aire italienne vers l'aire française. Elle s'accompagne d'importants d'investis sements de modernisation et permet l'accession massive des insulaires aux fonctions administratives, politiques et militaires en France conti nentale et dans l'empire colonial, en particulier sous le Second Empire de Napoléon III puis durant les III• et IV• Républiques qui transforme l'île en terre d'émigration.

Une démographie dynamique, mais inégale et polarisée

Au plan démographique, l'île présente aujourd'hui des trajectoires territoriales contrastées. Si en dix ans la population a augmenté de+ 16 % pour atteindre aujourd'hui 320 000 habitants, la croissance est exclusivement due à un solde migratoire positif, le solde naturel étant négatif du fait d'une faible natalité. Tout en étant la région la plus âgée de France avec le Limousin (part des 0-24 ans: 25,7 % pour la Corse/30,1 % pour la France; part des plus de 60 ans: 28 % pour la Corse/24,8 % pour la France), elle est largement ouverte sur les mobilités du fait de l'arrivée de jeunes ménages avec enfants qui en limite le vieillissement.

Les dynamiques sont cependant fort inégales : plus du quart de l'île est en déclin alors que 70 % de la croissance démographique se concentre sur 15 % du territoire. Les zones de très faibles densités (inférieures à 10 hab./ km2) couvrent la moitié de l'île, la plus montagneuse, mais n'accueille que 6 % de la population. À l'opposé, la moitié de la population et 66 % des emplois se concentrent sur seulement 6,5 % du territoire, essentiellement les pôles urbains d'Ajaccio, de Bastia, de L'Île Rousse et de Porto-Vecchio dans les quels la pression foncière et immobilière est considérable. Ces structures soulèvent d'importants problèmes d'aménagement durable des territoires en termes économiques (équilibres financiers et productions, diversification…), sociaux (gestion du vieillissement…), territoriaux (maîtrise de l'urbanisation/ lutte contre la désertification, accès aux services de base…), d'équipement (transports, scolarisation, services publics…) et de solidarité intra-régionale alors que 62 % des communes sont à plus d'une heure de transport de Bastia ou d'Ajaccio.

Une économie déséquilibrée dopée par les transferts

Faiblesses productives et importance des transferts de la France métropolitaine

Si l'île connaît depuis la fin des années 1990 une sensible croissance économique, celle-ci s'avère fragile et dépendante car fondée sur la captation de transferts financiers, nationaux et communautaires. En effet, plus de 80 % de la dyna mique est portée par deux piliers : les administrations et services publics d'un côté, le complexe touristico-immobilier et ses annexes (tourisme, immobilier, bâtiment, services privés et commerce spécifiques) de l'autre. Ainsi, alors que les pensions et retraites, payées par la solidarité nationale, représentent 27,5 % des revenus totaux de l'île et que le secteur public (38 % des emplois) et le bâti ment (11 %) sont surreprésentés, les bases du système productif insulaire sont atrophiées : sous-industrialisation (7 % emplois), carences des activités scien tifiques et informationnelles et fuite sur le continent (formation universitaire, soins médicaux…), sous-qualification, poids considérable de l'artisanat et des micro-entreprises…

Collectivité Territoriale de CORSE

Cullettività Territuriale di CORSICA

Ainsi, l'agriculture demeure très limitée (1,5 % du PIB, 3,5 % des emplois avec agro-alimentaire) et connaît un processus général de rétraction et de fort dualisme : 10 % des exploitations génèrent 40 % des revenus agricoles totaux. Deux piliers - la viticulture (50 % de la valeur de la production agricole) et l'arboriculture (agrumes : 20 %, châtaignes, olives menacées par la Xylella fastidiosa venant d'Italie) - fournissent près des trois quarts de la valeur agricole face à des productions animales (ovins et caprins, bovins, porcs) en difficulté.

Ces activités peinent à être concurrentielles malgré des efforts de montée en qualité (vin IGP et AOP, labels, produits des terroirs…) et dépendent pour partie des aides communautaires. Face à une surface agricole utile limitée (37 %), les forêts, qui couvrent 35 % de la surface insulaire, sont de qualité très variables et confrontées à de forts risques d'incendies alors que les estives collectives de montagne jouent un rôle important (ovins, caprins pour le lait et la viande). Enfin, on enregistre un recul de - 20 % des sols agricoles, souvent les meilleurs, en dix ans sous les effets de l'urbanisation.

Derrière une Corse de carte postale se cachent des réalités socio-économiques difficiles. Hors l'Outre-Mer, la Corse est au premier rang pour le taux de pauvreté (20 %) alors que le coût de la vie y est particulièrement élevé du fait de l'insularité, de la faible taille du marché insulaire et des monopoles rentiers locaux. Si le taux de chômage est équivalent à la France métropoli taine, l'emploi saisonnier et précaire y occupe une place démesurée du fait du poids du tourisme estival alors que le taux d'activité y est sensiblement plus faible (Corse: 69,4 % d'actifs, moyenne nationale: 73 %).

Le rôle hypertrophié du complexe touristico-immobilier

Dotée d'un milieu et d'un patrimoine exceptionnels pour partie encore pré servés, la Corse s'avère être la région française la plus dépendante du tou risme. Cette spécialisation aboutit à la constitution d'un véritable complexe touristico-immobilier qui sert de colonne vertébrale à l'économie insulaire, avec tous les dysfonctionnements et surtout toutes les dérives (spéculation, racket, blanchiment de capitaux par le crime organisé…) que celui-ci entraîne.

Dotée d'un milieu et d'un patrimoine exceptionnels pour partie encore pré servés, la Corse s'avère être la région française la plus dépendante du tou risme. Cette spécialisation aboutit à la constitution d'un véritable complexe touristico-immobilier qui sert de colonne vertébrale à l'économie insulaire, avec tous les dysfonctionnements et surtout toutes les dérives (spéculation, racket, blanchiment de capitaux par le crime organisé...) que celui-ci entraîne. Économiquement, il représente 31 % du PIB, une part quatre fois plus élevée qu'au niveau national et trois fois plus importante que dans les DROM. Les dépenses touristiques constituent une manne évaluée à 2,5 milliards d'euros par an et elles irriguent de nombreux secteurs amont ou aval : services, res-tauration, hôtellerie, commerce, bâtiment, immobi lier, location de voiture... Ainsi par exemple, du fait de l'insularité, il joue un rôle vital pour équilibrer financièrement les coûts des équipements et infrastructures des transports maritimes et aériens (développement de compagnies low cost: 50 % d'arrivées par avion; 73 % trafic annuel se fai sant de mai à septembre).

Socialement, le tourisme représente directement 11 % de l'emploi total. Mais l'organisation en est saisonnière et précaire : les emplois sont multipliés par 3,6 entre janvier et août et structurent alors fortement certains marchés locaux du travail. Ainsi, il représente 40 % de l'emploi estival en Balagne. Alors que l'île réalise 9,5 millions de nuitées par an (60 % l'été avec un tiers de touristes étrangers), la population insulaire fait plus que doubler durant l'été. Cette période est à la fois très attendue mais parfois tout autant redoutée par la population résidente alors que, de la fin septembre à la mi-mai, une grande partie de l'île semble vide ou endormie dans l'attente du grand réveil estival. Cette explosion estivale oblige à sur-calibrer la taille des infrastructures et des services pour faire face à cet afflux (santé, sécurité, gestion des déchets, énergies...). Le tourisme familial affinitaire, qui voit les Corses du continent environ 20 à 25 % des personnes nées en Corse - revenir au village familial, joue un rôle majeur dans l'entretien des nombreuses résidences secoµdaires (Haute Corse : 35 %, Corse du Sud : 38 % du parc logement).

Surtout, le tourisme joue un rôle foncier et immobilier central dans le secteur marchand. Le parc commercial (hôtels, résidences et villages de vacances, campings) exerce une pression immobilière croissante sur les espaces les plus rares et les plus convoités où il détermine largement les prix des sols agricoles et urbains. On aboutit parfois à de violents effets d'éviction aux échelles locales, comme en Balagne : les villes-centres de Calvi et L'île Rousse sont des décors touristifiés peu peuplés durant l'année, alors que la population résidente permanente, aux revenus trop faibles, tend à se loger de plus en plus loin dans les villages de moyenne montagne. Géographiquement, la manne touristique est très inégalement répartie : au-delà des deux pôles traditionnels et d'entrée dans l'île que sont Ajaccio (cf croisières: 800 000 passagers/an) et Bastia, trois grands pôles littoraux en polarisent les trois quarts: le sud-est autour de Porto-Vecchio et de son golfe, le sud-ouest autour des golfes d'Ajaccio et de Valinco (Propriano, Porticio) et le nord-ouest avec la Balagne autour de L'île Rousse et Calvi.

Ces trois territoires sont ceux qui concentrent l'essentiel des conflits géoéconorniques ou géopolitiques pour l'accès à la rente sur des territoires restreints. Enfin, malgré un potentiel considérable, on assiste depuis dix ans à une stabilisation des effectifs touristiques face à la forte concurrence de destinations voisines (Italie, Espagne, Grèce, Côte d'Azur, Baléares, Canaries, etc.) souvent moins chères, plus efficientes et, surtout, plus accueillantes.